

A l’occasion du sommet international des ministres de l’agriculutre au Forum Global pour l’Alimentation et l’Agriculture le 21 janvier à Berlin, the Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), l’organisation des droits humains FIAN, Bread for the World et le mouvement international paysan La Via Campesina ont remis une note de protestation au ministre fédéral allemand de l’agriculture Cem Özdemir.

Chengeto Muzira, petite agricultrice du Zimbabwe et membre jeune du Comité de Coordination International de LVC, a parlé au ministre allemand de l'agriculture de la résilience du système de semences indigènes dans son pays, de l'importance de la promotion de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Elle a exhorté Cem Özdemir à mettre les droits de l'homme au centre des politiques d'agroculture et à mettre en œuvre l'UNDROP.

**Points de discussion de Chengeto sur les semences, la souveraineté alimentaire et l'UNDROP.**

Cher ministre, chèr-e-s toustes,  
  
Merci de me donner l'opportunité de partager avec vous de notre contexte au Zimbabwe.  
  
Dans les pays d'Afrique australe, nous avons beaucoup de gens à la campagne. Les gens produisent encore des aliments pour nourrir nos communautés, au lieu de marchandises alimentaires.

Dans mon pays, le Zimbabwe, qui a connu une réforme agraire en 2000, l'agriculture commerciale est très réduite. L'agriculture paysanne utilise beaucoup de semences indigènes conservées, principalement le millet et le sorgho, ingrédients essentiels de notre sadza (bouillie) traditionnelle. Chaque ménage et chaque communauté possède ses propres banques de semences indigènes, qui complètent la banque de gènes nationale. Un tel système décentralisé est très résistant aux crises.

Le maïs, le soja et le blé sont les seules cultures qui utilisent des semences hybrides commerciales. Mais attention, les OGM sont totalement interdits au Zimbabwe ! Et cela doit rester ainsi !

Cependant, pendant la pandémie de COVID-19, et les circonstances inhabituelles qui y sont associées, de nombreuses lois ont été modifiées sans consultation. Une pression importante a été exercée sur le gouvernement zimbabwéen pour qu'il ouvre le marché aux OGM. La Loi sur les Droits des Selectionneurs de Plantes en est un exemple - elle a été adoptée en août 2020. Le gouvernement affirme que cela n'a pas d'impact sur les droits des agriculteurs-ices. Cependant, ces lois sur les semences et la législation sur les droits de propriété intellectuelle affaiblissent les systèmes de semences des agriculteurs-ices qui sont la base d'une alimentation diversifiée et saine et de la résilience des agriculteurs-ices face au changement climatique, sapant ainsi la justice sociale et la bonne gouvernance.

La biopiraterie des semences se produit lorsque des personnes riches et des entreprises volent des semences locales et les commercialisent pour réaliser des profits. Ce vol se fait en achetant des banques de gènes locales et nationales et toutes les installations de recherche qui y sont liées. L'accès aux semences locales donne lieu au développement de brevets qui rendent les semences moins accessibles aux agriculteurs, en particulier aux paysans et autres petits exploitants.

De même, dans nos pays voisins comme le Kenya, la Zambie et l'Afrique du Sud, nous assistons à l'introduction et à l'accélération des politiques occidentales relatives à la levée des interdictions sur les OGM.

En Afrique du Sud, il existe un vaste secteur agricole commercial et un système alimentaire industriel bien développé. Une variété de semences OGM et hybrides sont cultivées, consommées et commercialisées. Les systèmes de semences paysannes sont confrontés à un grand défi car les semences sont protégées par des lois.

En Zambie, le nouveau gouvernement a ouvert l'agriculture à l'exploitation commerciale à grande échelle. La plupart des agriculteur-ices blanc-he-s qui ont perdu leurs exploitations lors de la réforme agraire se sont installés en Zambie et cultivent des semences de maïs et d'autres cultures pour approvisionner la région par l'intermédiaire de SeedCo. Il est possible que les OGM y soient autorisés dans un avenir proche, car la Zambie cherche à attirer des investissements dans l'agriculture. Cependant, il existe un important secteur rural de petit-e-s exploitant-e-s agricoles qui continuent de s'appuyer sur les méthodes et les connaissances traditionnelles pour produire des aliments. Au Kenya, le récent gouvernement a tenté d'autoriser la culture d'OGM, mais notre membre KPL (Kenyan Peasant League) a contesté cette décision devant la Haute Cour. L'interdiction des OGM est toujours en vigueur. Les paysan-ne-s continuent de cultiver des aliments en utilisant des méthodes traditionnelles.

Nous pouvons affirmer sans risque qu'en Afrique, nous assistons à une augmentation de l'érosion des droits des paysan-ne-s en matière de semences et de terres, ainsi que de l'accès à l'eau en général. Cette érosion a été initiée à la suite de la crise mondiale des prix alimentaires en 2008 par divers acteur-ice-s puissant-e-s, tels que la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique du G8, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), et d'autres. L'accaparement des terres par des intérêts étrangers a été visible et généralisé dans de nombreux pays africains, ce qui a entraîné la dépossession et le déplacement de centaines de milliers de paysan-ne-s. Les effets moins visibles sont liés aux réformes en cours des lois sur les semences et d'autres politiques pour les aligner sur l'UPOV 91 (l'acte de 1991 de la Convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales) afin de promouvoir les grandes industries semencières et d'aller vers la criminalisation des systèmes de semences conservées par les paysan-ne-s, ce qui porte atteinte aux droits des paysan-ne-s.

Je vous préviens : La dérégulation des lois sur les OGM en Europe aura des impacts encore plus importants sur nos systèmes paysans et sur la sécurité alimentaire des populations africaines. Veillez à ce que cela ne se produise pas, Monsieur le Ministre ! Assurez-vous que la déclaration de la GFFA soit claire comme de l'eau de roche à ce sujet.

**Que demandons-nous en tant que jeunes de La Via Campesina ?**

En tant que jeunes agriculteur-ice-s de La Via Campesina, nous rappelons que les paysan-ne-s produisent plus de 70% de la nourriture consommée dans le monde. Nous demandons donc aux gouvernements de mettre en place de toute urgence des politiques basées sur les droits de l'homme pour soutenir nos communautés, en améliorant les infrastructures dans les campagnes, en augmentant la disponibilité, l'accessibilité et la durabilité des aliments, et en facilitant l'accès aux services financiers publics ruraux, tels que le crédit et le financement, qui permettraient d'investir dans la production agroécologique, en favorisant l'augmentation de la productivité de la terre et du travail.

Il est essentiel de promouvoir et de protéger les droits des paysan-ne-s et des travailleur-euse-s agricoles. Par conséquent, Monsieur le Ministre, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) approuvée par les Nations unies en 2018 doit être mise en œuvre également par le gouvernement allemand. Cela serait la clé pour construire et protéger la souveraineté alimentaire, qui est notre mode de vie et le moyen de garantir un avenir équitable et juste pour nous tous sur cette planète. Nous vous demandons instamment de faire en sorte que l'UNDROP soit mis en avant dans la Déclaration de la GFFA de cette année.